

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.291/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 9 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'Etat contre certaines décisions de la Commission bancaire et financière", a donné le 14 avril 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.291/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 april 2003 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de versnelde procedure in geval van beroep bij de Raad van State tegen sommige beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen", heeft op 14 april 2003 het volgende advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"(...) Ce délai est justifié par l'entrée en vigueur, au 1^{er} juin 2003, de l'article 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers permettant d'introduire directement, selon une procédure accélérée, un recours auprès du Conseil d'Etat contre certaines décisions de la Commission bancaire et financière et l'abrogation concomitante de certaines dispositions de la loi du 4 décembre 1990, de la loi du 22 mars 1993 et de la loi du 6 avril 1995 prévoyant un recours administratif auprès du Ministre des Finances."

*

* *

.../...

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Le projet d'arrêté trouve son fondement dans l'article 30, § 2bis, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 2 août 2002 complétant, en ce qui concerne les voies de recours contre les décisions prises par le ministre, par la CBF, par l'OCA et par les entreprises de marché et en ce qui concerne l'intervention de la CBF et de l'OCA devant les juridictions répressives, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et modifiant diverses autres dispositions légales. Cette disposition énonce :

"Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les règles de la procédure accélérée applicables aux recours visés à l'article 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, en dérogeant au besoin au paragraphe 1^{er} ainsi qu'aux articles 14, 17, 18, 21, 21bis et 90.

Il fixe notamment le délai dans lequel le demandeur doit introduire le recours à peine de déchéance, les délais dans lesquels chaque partie doit communiquer son mémoire, ainsi que le délai dans lequel le Conseil d'Etat doit statuer.

Il peut fixer des règles particulières de composition des chambres. Il peut fixer des règles distinctes selon les recours visés à l'article 122 de la loi du 2 août 2002 précitée.

Il peut imposer au demandeur, préalablement à l'introduction du recours, de solliciter, auprès du comité de direction de la CBF, le retrait ou la modification de la décision incriminée."

.../...

2. L'article 3, § 7, du projet d'arrêté écarte l'application de certaines dispositions de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Il en est spécialement ainsi :

- de l'article 70 qui prévoit une taxe à payer lors de l'introduction d'une requête en annulation ⁽¹⁾;
- des articles 20 à 24 relatifs à la désignation d'experts;
- de l'article 36 qui prévoit la notification de l'arrêt du Conseil d'Etat, l'article 3, § 6, du projet prévoyant sa "signification";
- des articles 55 à 58 relatifs à la reprise d'instance;
- de l'article 60 relatif à la connexité;
- des articles 93 et 94 concernant les demandes sans objet ou dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons qui seraient de nature à justifier une procédure d'office gratuite pour les justiciables du contentieux envisagé, ainsi que la signification des arrêts plutôt que leur notification. La section de législation n'aperçoit pas davantage la pertinence de l'exclusion d'office des règles relatives à la désignation d'experts ⁽²⁾, à la connexité ⁽³⁾ et aux demandes sans objet ou dont le fondement, la non-recevabilité ou le non-fondement sont manifestes, hypothèses dans lesquelles l'auditeur peut faire rapport sur le seul vu de la requête.

⁽¹⁾ Sont par voie de conséquence également exclues les règles relatives au "pro deo" et aux dépens.

⁽²⁾ Compte tenu des aspects techniques que le contentieux envisagé peut présenter.

⁽³⁾ Par exemple, dans le cas où la CBF prend une décision modifiant la décision incriminée après le "délai d'attente" de 15 jours visé à l'article 4 du projet d'arrêté. Dans cette hypothèse, le demandeur peut être amené à introduire une requête en annulation contre la décision initiale et contre la nouvelle décision de la CBF.

La question se pose aussi de savoir si les articles 21, alinéa 6, et 21bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat seront d'application compte tenu de ce que l'arrêté en projet ne déclare pas applicables les articles 14quater et 52 du Règlement général de procédure qui constituent la mise en oeuvre des dispositions précitées.

3. L'article 4 du projet d'arrêté règle les cas dans lesquels le demandeur est tenu de demander à la CBF le retrait ou la modification de la décision incriminée, préalablement à l'introduction d'une requête en annulation devant le Conseil d'Etat. Le même article règle les conséquences de ce recours administratif préalable sur la saisine du Conseil d'Etat.

Cet article reproduit littéralement l'article 121, § 2, alinéa 4, de la loi du 2 août 2002, précitée, relatif aux recours devant la Cour d'appel de Bruxelles et à propos duquel la section de législation a observé, dans son avis 33.239/2 ⁽⁴⁾, qu'il était nécessaire de clarifier les règles relatives à la computation du délai de recours. Cette observation doit être réitérée à propos de l'article en projet, en veillant en outre à l'articuler plus clairement avec l'article 2 du projet.

Par ailleurs, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les règles en projet sont susceptibles d'avoir pour effet de réduire le délai de recours en annulation devant le Conseil d'Etat à six jours, dans l'hypothèse où le demandeur introduit sa demande de retrait ou de modification le dernier jour du délai de 15 jours dans lequel il est tenu d'introduire une telle demande auprès de la CBF et où la CBF rend sa décision le dernier jour du délai qui lui est imparti ou ne prend pas de décision. Une telle réduction du délai du recours en annulation devant le Conseil d'Etat semble peu compatible avec les exigences du droit à un recours juridictionnel effectif qui doit être garanti à tout justiciable, spécialement lorsque la nouvelle décision de la CBF repose sur des motifs différents de ceux de la décision initiale.

⁽⁴⁾ Doc. parl., Chambre, 2001-2002, n° 1-843/1, p. 295.

4. Le projet d'arrêté omet de régler l'incidence de l'introduction d'une demande de suspension sur le déroulement de la procédure d'examen de la demande d'annulation. Il doit être complété sur ce point, en veillant notamment à ce que les deux procédures d'instruction ne se superposent pas dans le temps ⁽⁵⁾.

5. Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation du Conseil d'Etat n'a pas été en mesure d'examiner si, comme semble le supposer l'article 2, alinéa 1^{er} du projet, la CBF a effectivement un délai pour se prononcer dans l'ensemble des hypothèses prévues par l'article 122 de la loi du 2 août 2002 précitée.

Si tel ne devait pas être le cas, le projet d'arrêté devrait également régler les conséquences du silence de la CBF lorsqu'aucun délai ne lui est imparti pour statuer. Le délai de quatre mois prévu par l'article 14, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ne paraît pas compatible avec les exigences de célérité voulues par le législateur.

6. A l'article 3, § 3, du projet, il paraît peu logique de faire courir le délai dans lequel l'auditeur doit établir son rapport, non pas à partir de l'accomplissement des mesures préalables, mais à partir de la date de sa désignation.

D'autre part, la brièveté de ce délai pourrait également poser problème compte tenu des mesures d'instruction que pourrait nécessiter la spécificité de la matière considérée.

⁽⁵⁾ Même si cette procédure ne peut être transposée en l'espèce, il peut être renvoyé à l'articulation opérée entre les procédures d'annulation et de suspension de l'arrêté royal du 9 juillet 2000 portant règlement de procédure particulier au contentieux de décisions relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

7. Compte tenu des observations qui précèdent, le projet d'arrêté doit être fondamentalement revu, et ce d'autant plus que l'expérience acquise par la section d'administration du Conseil d'Etat dans les procédures analogues ⁽⁶⁾ a confirmé que la brièveté des délais envisagés et leur mode de calcul sont très difficilement compatibles avec les exigences de l'instruction.

Observations particulières

Dispositif

Article 2

1. A l'alinéa 1^{er}, il faut remplacer les mots "à peine de nullité" par les mots "à peine de déchéance", conformément aux termes utilisés à l'article 30, § 2bis, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

2. A l'alinéa 2, il convient d'envisager l'hypothèse d'un représentant légal et de tenir compte de l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat qui permet aux parties de "se faire représenter ou assister par des avocats inscrits au tableau de l'Ordre des avocats ou sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui sont habilités à exercer la profession d'avocat". Le texte en projet sera adapté en conséquence.

⁽⁶⁾ Le projet d'arrêté s'inspire très largement d'une part, de l'article 8 de l'arrêté royal du 22 février 1991 portant règlement général relatif au contrôle des entreprises d'assurances et d'autre part, de l'arrêté royal du 30 septembre 1992 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, en cas de recours prévu par l'article 68 de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief met de adviesaanvraag aldus :

"(...) Ce délai est justifié par l'entrée en vigueur, au 1^{er} juin 2003, de l'article 122 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers permettant d'introduire directement, selon une procédure accélérée, un recours auprès du Conseil d'Etat contre certaines décisions de la Commission bancaire et financière et l'abrogation concomitante de certaines dispositions de la loi du 4 décembre 1990, de la loi du 22 mars 1993 et de la loi du 6 avril 1995 prévoyant un recours administratif auprès du Ministre des Finances."

*
* *

.../...

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Het ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 30, § 2bis, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij artikel 4, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen tegen de beslissingen van de minister, de CBF, de CDV en de marktondernemingen, alsook inzake de tussenkomst van de CBF en van de CDV voor de strafgerechten, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en tot wijziging van verschillende andere wetsbepalingen. In die bepaling staat het volgende :

"De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de regels van de versnelde procedure toepasselijk op het beroep bedoeld in artikel 122 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, daarbij indien nodig afwijkend van § 1 alsook van de artikelen 14, 17, 18, 21, 21bis en 90.

Hij stelt inzonderheid de termijn vast waarbinnen de aanvrager het beroep moet instellen op straffe van verval, de termijnen waarbinnen alle partijen hun memorie moeten indienen alsook de termijn waarbinnen de Raad van State zich dient uit te spreken.

Hij kan bijzondere regels bepalen voor de samenstelling van de kamers. Hij kan voor de beroepen bedoeld in artikel 122 van de voormelde wet van 2 augustus 2002, verschillende regels vaststellen.

Hij kan de eiser verplichten om voor de indiening van het beroep, bij het directiecomité van de CBF een verzoek in te dienen tot intrekking of wijziging van de betwiste beslissing."

2. Artikel 3, § 7, van het ontwerpbesluit bepaalt dat sommige bepalingen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State niet van toepassing zijn. Dat geldt meer bepaald voor :

- artikel 70 dat voorziet in een recht dat betaald moet worden bij het indienen van een verzoekschrift tot nietigverklaring ⁽¹⁾;
- de artikelen 20 tot 24 betreffende de aanwijzing van deskundigen;
- artikel 36 dat voorziet in de kennisgeving van het arrest van de Raad van State. Artikel 3, § 6, van het ontwerp voorziet in de "betekening" ervan;
- de artikelen 55 tot 58 betreffende de hervatting van het rechtsgeding;
- artikel 60 betreffende de verknochtheid;
- de artikelen 93 en 94 betreffende de vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk niet-gegrond zijn.

Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk welke redenen een ambtshalve kosteloze rechtspleging voor de rechtzoekenden in de betrokken soort geschillen kunnen wettigen of kunnen wettigen dat de arresten betekend worden in plaats van ter kennis gebracht. Het is de afdeling Wetgeving evenmin duidelijk wat het voor zin heeft ambtshalve de regels inzake de aanwijzing van deskundigen ⁽²⁾, de verknochtheid ⁽³⁾ en de vorderingen die doelloos, kennelijk gegrond, kennelijk niet-ontvankelijk of kennelijk niet-gegrond zijn, in welke gevallen de auditeur louter op basis van het verzoekschrift verslag kan opmaken, niet van toepassing te verklaren.

⁽¹⁾ Bijgevolg zijn evenmin de regels betreffende het "pro Deo" en betreffende de kosten van toepassing.

⁽²⁾ Gezien het technische karakter dat de betrokken soort geschillen kan vertonen.

⁽³⁾ In het geval bijvoorbeeld dat de CBF een beslissing neemt tot wijziging van de bestreden beslissing na de "wachtermijn" van 15 dagen genoemd in artikel 4 van het ontwerpbesluit. Het kan zijn dat dit de verzoeker ertoe brengt een verzoekschrift tot nietigverklaring tegen de oorspronkelijke beslissing en tegen de nieuwe beslissing van de CBF in te dienen.

De vraag rijst tevens of de artikelen 21, zesde lid, en 21bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van toepassing zullen zijn, aangezien het ontworpen besluit de artikelen 14quater en 52 van de algemene procedureregeling, waarbij de genoemde bepalingen ten uitvoer worden gelegd, niet van toepassing verklaart.

3. In artikel 4 van het ontwerpbesluit worden de gevallen geregeld waarin de verzoeker de CBF moet vragen de betwiste beslissing in te trekken of te wijzigen, voordat hij een beroep tot nietigverklaring instelt bij de Raad van State. In hetzelfde artikel wordt geregeld wat de gevolgen zijn van dit voorafgaand administratief beroep voor de adiëring van de Raad van State.

Dit artikel is een letterlijke overname van artikel 121, § 2, vierde lid, van de genoemde wet van 2 augustus 2002, dat betrekking heeft op de beroepen bij het hof van beroep te Brussel en waarover de afdeling Wetgeving in haar advies 33.239/2 ⁽⁴⁾ gezegd heeft dat de regels betreffende het bepalen van de termijn om beroep in te stellen moesten worden verduidelijkt. Die opmerking moet worden herhaald voor het ontworpen artikel, waarbij er bovendien op gewezen moet worden dat de steller van het ontwerp dit beter moet laten aansluiten bij artikel 2 van het ontwerp.

Bovendien wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat de ontworpen regels tot gevolg kunnen hebben dat de termijn om een beroep tot nietigverklaring in te stellen bij de Raad van State beperkt wordt tot zes dagen in het geval dat de verzoeker zijn verzoek om intrekking of wijziging indient op de laatste dag van de termijn van 15 dagen waarbinnen hij zulk een verzoek bij de CBF moet indienen en de CBF haar beslissing neemt op de laatste dag van de termijn die haar is toegemeten of geen beslissing neemt. Zulk een verkorting van de termijn om bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring in te stellen lijkt niet echt verenigbaar met de vereisten inzake het recht op een daadwerkelijk rechterlijk beroep dat aan iedere rechtzoekende gewaarborgd moet worden, inzonderheid wanneer de nieuwe beslissing van de CBF op andere gronden dan die van de oorspronkelijke beslissing steunt.

⁽⁴⁾ Parl. St., Kamer, 2001-2002, nr. 1-843/1, p. 295.

4. In het ontwerpbesluit wordt niet geregeld welke invloed het instellen van een vordering tot schorsing heeft op het verloop van de procedure van het onderzoek van de vordering tot nietigverklaring. Het ontwerp moet op dat punt worden aangevuld. Daarbij moet erop gelet worden dat de twee onderzoeksprocedures elkaar niet in de tijd overlappen ⁽⁵⁾.

5. Gelet op de korte tijd die de afdeling Wetgeving van de Raad van State was toegemeten, heeft ze niet kunnen onderzoeken of de CBF werkelijk over een termijn beschikt om in alle gevallen genoemd in artikel 122 van de voormelde wet van 2 augustus 2002 uitspraak te doen, zoals artikel 2, eerste lid, van het ontwerp ervan lijkt uit te gaan.

Als dat niet zo is, zou in het ontwerpbesluit ook moeten worden geregeld welke gevolgen het stilzwijgen van de CBF heeft wanneer niet is bepaald binnen welke termijn ze uitspraak moet doen. De termijn van vier maanden vermeld in artikel 14, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State lijkt niet verenigbaar met de door de wetgever gestelde vereisten met het oog op een versnelde procedure.

6. Wat artikel 3, § 3, van het ontwerp betreft, lijkt het niet erg logisch dat de termijn waarbinnen de auditeur zijn verslag moet opmaken, niet ingaat zodra de voorafgaande maatregelen verricht zijn, maar zodra hij is aangewezen.

Bovendien kan die korte termijn ook problemen opleveren, gelet op de onderzoeksverrichtingen die het specifieke karakter van de materie in kwestie kan vereisen.

⁽⁵⁾ Al kan deze procedure in het onderhavige geval niet getransponeerd worden, er kan toch worden verwezen naar de samenhang tussen de vernietigings- en de schorsingsprocedures van het koninklijk besluit van 9 juli 2000 houdende bijzondere procedureregeling inzake geschillen over beslissingen betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

7. Gelet op de voorafgaande opmerkingen moet het ontwerpbesluit grondig worden herzien, te meer daar de ervaring van de afdeling Administratie van de Raad van State met soortgelijke ⁽⁶⁾ procedures heeft geleerd dat de korte termijnen die in het vooruitzicht worden gesteld en de manier waarop ze worden berekend, zeer moeilijk te verenigen zijn met de vereisten van het onderzoek.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

1. In het eerste lid moeten de woorden "op straffe van nietigheid" vervangen worden door de woorden "op straffe van verval", overeenkomstig de bewoordingen van artikel 30, § 2bis, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

2. In het tweede lid moet aan het geval van een wettelijke vertegenwoordiger worden gedacht en moet rekening worden gehouden met artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dat de partijen de mogelijkheid biedt om "zich (te) laten vertegenwoordigen of bijstaan door advocaten die ingeschreven zijn op de tabel van de Orde der Advocaten of op de lijst van de stagiairs alsook, volgens de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, door de onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie die gerechtigd zijn om het beroep van advocaat uit te oefenen". Het ontwerp moet dienovereenkomstig worden herzien.

⁽⁶⁾ Het ontwerpbesluit is zeer sterk gebaseerd op enerzijds artikel 8 van het koninklijk besluit van 22 februari 1991 houdende algemeen reglement betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen en anderzijds het koninklijk besluit van 30 september 1992 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling Administratie van de Raad van State, in geval van beroep als bedoeld bij artikel 68 van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. VANDERNOOT,
de Heren J. JAUMOTTE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

La note du Bureau de coordination a été
présentée par M. B. BROUWERS, référendaire.

De nota van het Coördinatiebureau werd
uitgebracht door de H. B. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS